Argentine: Terrabusi (Kraft Foods), un bastion historique de la lutte ouvrière

05-10-2009

Après le coup d'Etat de 1976, trois délégués de Terrabusi ont été séquestrés et disparus.

Les jours passés, l'entreprise a répondu à l'organisation et à la lutte ouvrière non seulement en réprimant mais aussi en remplissant de policiers la fabrique pour boycotter les assemblées des travailleurs.

La lutte et l'organisation que depuis juillet protagonisent les ouvrières de la fabrique Kraft Foods provient d'une longue tradition ouvrière, depuis l'époque où l'entreprise était aux mains de la famille Terrabusi. Quand dans les quartiers militaires et les corporations était en gestation le coup d'Etat qui déchainera la dictature la plus brutale de l'Argentine, le 16 février 1976, les entrepreneurs de Apege (Assemblée Permanente d'Entités Syndicales d'Entrepreneurs) se réunissaient dans l'église Nuestra Señora del Inmigrante pour effectuer une grève patronale que désapprovionnera le pays. Parmi ceux qui ont organisé la journée -qui est devenu le Jour de l'Entrepreneur- était la Coordination de Produits Alimentaires, dont le titulaire était Guillermo Montagna qui, avec son cousin, Carlos Reyes Terrabusi, dirigeait les Etablissements Modèle Terrabusi SA. Le même jour oú les patrons de la fabrique conspiraient pour le coup d'Etat, les ouvriers de Terrabusi cherchaient à se coordonner avec ceux de Stani et autres entreprises du secteur, pour réclamer "augmentation de salaire, meilleures conditions de travail et en notre propre défense". En effet, la répression militaire et para-étatique (avec la Triple A, Alliance Anticommuniste Argentine, NdT) avait assassiné et fait disparaître des centaines d'activistes ouvriers et un secteur des délégués de Terrabusi faisait parti des Coordinations Inter-fabriques de la Zone Nord.

Le matin du jeudi 24 mars 1976, beaucoup de fabriques étaient militarisées. Les gérants des entreprises avaient déjà préparé les listes d'activistes de chaque fabrique. L'agence Ancla (dirigée par Rodolfo Walsh dans la clandestinité), assurait dans un télégramme daté du 27 août 1976 qu'un "groupe d'ouvriers de la fabrique industrielle de Terrabusi S.A. de General Pacheco réclamait la libération de Juan Esteban Ferreyra, délégué syndical du personnel de cette fabrique". Ferreyra est toujours disparu. Susana Ossola de Ferrarese, ouvrière de Terrabusi de 23 ans, a été enlevée le 22 mai 1976. Un an plus tard, ce fut le tour de Carlos Eduardo Becker, également ouvrier de la fabrique. Mais ils n'ont pas été les seuls. L'alliance entre militaires et entrepreneurs voulaient liquider toute organisation ouvrière combative.

Dans les premiers mois de 1982, des centaines d'ouvriers de la fabrique Terrabusi se sont rebellés contre "les conditions de sur-exploitation et les contrôles jusque dans les toilettes". Ils exigeaient en finir avec les accidents, élir de nouveaux délégués et des meilleures conditions de travail. Fin mars ont été organisées la grève et la marche de la CGT: la mobilisation s'est terminée par une féroce répression.

Les répresseurs du commissariat premier de Tigre et de Campo de Mayo, les centres clandestins où ont été détenus des travailleurs de Terrabusi et d'autres entreprises de la zone, sont toujours impunis.

KRAFT AUJOURD'HUI.

65 % des travailleurs de la Fabrique sont des femmes et malgré les dires du président du directoire de la compagnie, Alberto Pizzi, sur l'importance d' "aider les mères pour qu'elles travaillent moins d'heures", la situation des travailleuses n'est pas des plus humaines. Celia, déléguée de cookies, affirme que: "il faut toujours défendre les travailleurs et en particulier les femmes; par exemple quand ils prétendent que les femmes enceintes travaillent huit heures debout et qu'ils ne leur attribuent pas de tâches légères ou quand ils ne reconnaissaissent pas les certificats de maladie, ou quand il faut affronter les cadres et le manager qui harcèlent les travailleuses".

Pedro Lopez Matheu, directeur des Affaires Corporatives de Kraft, affirme que lorsque le conflit de la part des travailleurs a commencé pour que l'entreprise prennent des mesures préventives contre la grippe A, la garderie (de l'entreprise) a été fermée et qu'il a été offert aux mères 200 pesos (40 euros) par mois alors que les travailleurs réclameaient des licences de quinze jours avec paiement de salaire.

Comme la police n'a toujours pas abandonné la fabrique après les affrontements de la semaine dernière, Lopez Matheu le justifie en affirmant qu'elle "la protège parce que dans les agglomérations qu'ils appellent des assemblées, les travailleurs menacent de prendre la fabrique". Cependant, Ramon Bogado, délégué de la Commission Interne depuis 1991, soutient qu' "il y a 250 policiers qui dorment sur les toits de la fabrique et qui intiment en permanence les employés".

Les jeunes sont l'autre secteur qui, avec les femmes, a été à la tête des dernières revendications. Ce sont eux qui disent qu'il s'agit d'une "patronale très négrière, pire que dans les années 90".

Cristina, déléguée du conditionnement, soutient que l'offensive de l'entreprise a des objectifs très précis: "ils licencient les travailleurs et les délégués pour casser l'organisation et réduire le travail à deux tours de service". De fait, Bogado ajoute qu' "au début de l'année l'entreprise a licencié 300 travailleurs intérimaires dans une claire volonté de réduction du personnel".

SPECIALISTES EN POLITIQUES ANTI-OUVRIERES.

Kraft sélectionne ses directeurs et gérants avec des critéres corporatifs comme la destruction des droits des travailleurs. Alberto Pizzi, CEO pour le Cône Sud, a été sélectionné pour ses convictions filonazies. Il s'est formé dans le Collège Militaire en pleine dictature, et entre 1982 et 1985 était sous-lieutenant de Cavallerie. Ensuite il a étudié Administration d'Entreprise à l'Université de Belgrano et a fait carrière dans différentes multinationales avant de débarquer à Terrabusi en 2006. Pizzi se charge de rapporter au siège des Etats-Unis tout ce qui se passe dans les filiales de Kraft dans le Cône Sud.

Autre gérant sélectionné pour ses antécédents anti-ouvriers est Pedro Lopez Matheu, directeur de Affaires Corporatives. Avant de travailler dans l'entreprise de Pacheco, il a été directeur des Affaires Institutionnelles du Groupe Clarin durant dix ans, étape durant laquelle il s'est chargé de liquider les commissions internes de la rédaction et des ateliers d'impression, avec l'aide de l'Infanterie Policière.

La liste se complète avec le vice-président de l'entreprise, Sergio Prendone Pita. Le délégué Oscar Coria rapporte que cet cadre excécutif "a commandé l'opération policière (du 25 septembre dernier) avec d'autres directeurs des ressources humaines". Parmi les irrégularités post répression, Coria allégue que "beaucoup d'entre nous avons été parqués à l'intérieur la fabrique et c'est à cet endroit qu'ils nous ont rédigé les inculpations, nous ne sommes jamais passés par un commissariat".

Pedro Bogado assure que "les négociations ont toujours été tendues entre délégués et directeurs mais depuis que sont arrivés Pita, Pizzi et Matheu les relations se sont refroidies encore plus et sont encore plus dures". Aujourd'hui, comme hier, l'histoire se répète avec de nouveaux acteurs mais sous les mêmes méthodes répresives.

Graciela Perez, Miradas al Sur, 4 octobre 2009.

Traduit par http://amerikenlutte.free.fr